

Aurélie Daher

Docteur en science politique (Sciences-po Paris) et spécialiste du Hezbollah et de la politique libanaise. Elle est actuellement chercheur à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni).

Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban : des stratégies complémentaires

Lorsque les troupes de Tel-Aviv envahissent le Liban pour la deuxième fois en juin 1982, la mobilisation d'une partie du monde militant chiïte contre Israël se traduit par la création d'une nouvelle organisation militaire, la « Résistance islamique au Liban » (RIL). Quelques mois plus tard, celle-ci se dote d'un pendant civil chargé de défendre ses intérêts au sein de la société puis de la classe politique libanaise : le Hezbollah.

Une répartition des rôles complémentaire est donc instaurée dès le début : la Résistance se charge de l'action extérieure, à travers le combat contre l'occupation israélienne, remplacé après la Libération de 2000 par une mission de défense du territoire contre les offensives en provenance du sud ; le Hezbollah, sur la scène intérieure, mobilise pour la RIL et désamorce les menaces qui proviendraient de la société – et surtout de l'équipe au pouvoir.

Cet article étudie, période après période, comment ces stratégies jumelées font face aux impératifs des différents contextes, tout en restant perpétuellement ancrées dans la logique originelle qui définit les fonctions de chacune des deux formations.

Au lendemain de l'entrée en force des chars israéliens au Liban en juin 1982, la mobilisation d'une partie du monde militant chiite contre les troupes de Tel-Aviv se traduit par la formation d'une organisation militaire dans un premier temps très localiste, la « Résistance islamique au Liban » (RIL). Celle-ci est fondée dans la Békaa-nord par deux clercs, Soubhi Toufayli et Abbas Moussaoui, tous deux engagés depuis quelques années déjà dans une action militante qui accorde la priorité à la lutte contre Israël.

Lorsque l'invasion survient, Toufayli met à profit ses connexions iraniennes pour créer la RIL et obtenir une aide logistique, financière et organisationnelle des Pasdaran (Gardiens de la Révolution). Ceux-ci se chargent de former des jeunes de la région attirés vers leur camp d'entraînement par Abbas Moussaoui et ses étudiants. Font également partie des premiers enrôlés les fidèles de Hussein Moussaoui, dissident d'AMAL qui vient de fonder au mois d'août de la même année AMAL *al-islamiyya* (« AMAL islamique »), provoquant un repli des cadres et militants d'AMAL originaires de la Békaa vers leur région. Ce n'est que lorsque les déplacements redeviennent possibles, une fois l'état israélien desserré, que des combattants actifs sur la capitale – issus de groupes tels que le Comité des cadres beyrouthins, l'Union libanaise des étudiants musulmans et d'autres associations plus modestes – puis du Sud viennent gonfler les rangs de la RIL.

Durant les premiers mois, un conseil de cinq représentants des principales formations constitutives de la Résistance en forme le pendant civil. Il est rapidement remplacé par une structure dotée d'embryons d'institutions sociales de mobilisation, et dont le nom est définitivement arrêté au printemps 1984 : le Hezbollah. Officiellement dédié à la défense des intérêts sociaux et politiques de la RIL, il est chargé de mobiliser pour cette dernière et de désamorcer les menaces qui surgiraient face à elle sur la scène intérieure.

En toute logique, les relations entre la Résistance et le Hezbollah se sont toujours articulées autour de la complémentarité de leurs fonctions : la première se charge de la lutte militaire contre l'occupant et le second assure, au sein de la société et de la classe politique libanaise, les conditions nécessaires pour mener à bien cette mission. Les stratégies que la RIL comme le Hezbollah ont pu développer au cours des années n'ont pas échappé à cette logique originelle ; période après période, elles se sont ajustées aux contextes nationaux, régionaux et internationaux mais sont restées en adéquation avec le rôle de chacune des deux formations.

Stratégies externes : la RIL face à Israël

Devoir princesps : libérer le Sud (1982-2000)

Tant que dure l'occupation, l'action de la RIL consiste en un harcèlement des troupes israéliennes stationnées dans le sud du pays. Durant les premières années, ses moyens restent modestes, ses stratégies et méthodes peu élaborées. Joignant ses efforts à ceux du Front de la Résistance nationale libanaise (FRNL)¹, elle obtient néanmoins quelques résultats dont le principal reste la décision prise par le gouvernement israélien en janvier 1985 de procéder à un retrait partiel : au terme de la dernière étape de celui-ci, qui a lieu le 1^{er} juin de la même année, l'armée israélienne n'occupe plus au Liban que la « zone de sécurité », bande frontalière profonde de 10 à 25 kms et recouvrant près de 10 % du territoire.

La guerre qui éclate entre le Hezbollah et AMAL en 1988 ralentit sensiblement l'action de la RIL contre Israël, jusqu'en janvier 1990, date à laquelle les deux rivaux chiïtes enterrent la hache de guerre. Mais le « grand retour » de la Résistance islamique n'a réellement lieu qu'avec l'accession d'Hassan Nasrallah à la tête du parti, en 1992. A partir de ce moment, elle attaque les forces israéliennes avec régularité, bombardant leurs positions et ouvrant le feu sur leurs convois. Le nombre de ses opérations augmente significativement année après année : il passe de 378 en 1994, à 660 en 1995, 763 en 1996, 786 en 1997, 1 164 en 1998 et 1 528 en 1999². Quelques « opérations-martyrs » sont menées, dont les plus spectaculaires ont lieu en août 1992 et en avril 1995, faisant chacune vingt à trente morts et blessés dans les rangs israéliens.

En mai 2000, le gouvernement de Tel-Aviv, reconnaissant l'incapacité de ses troupes à défaire la RIL et mis sous pression par une société qui ne veut plus voir sa jeunesse mourir au Liban-Sud, retire son armée, mettant fin à vingt-deux ans d'occupation. La Résistance ayant atteint son objectif déclaré, se pose alors la question de son maintien et de celui de son armement.

Quelle(s) suite(s) pour une Résistance qui a libéré son territoire national ? (2000-2006)

Le Sud libéré, la RIL n'entend pas désarmer. Selon sa direction, il lui reste deux missions à accomplir. La première est la libération d'une dernière portion du territoire sud-libanais, formée des hameaux de Chebaa

et des hauteurs de Kfarchouba. Le Hezbollah comme l'Etat libanais et le régime syrien les considèrent libanais, mais les autorités israéliennes les regardent comme syriens et ne projettent donc pas de les évacuer. La seconde tâche qu'entend remplir la Résistance est la libération des prisonniers libanais détenus en Israël. D'après la direction du Hezbollah, seule la continuation de la lutte armée peut permettre au Liban à la fois de recouvrer ce qui reste de son territoire occupé et d'obtenir la libération de ses ressortissants des geôles israéliennes.

Par conséquent, entre 2000 et 2005, le front de la frontière sud sera régulièrement agité. Durant la période, la RIL mène plusieurs attaques contre des positions militaires israéliennes dans la région des fermes de Chebaa. Les repréailles restent localisées, limitées pour la plupart au même périmètre. Malgré les accrochages récurrents qui les opposent, la RIL comme l'armée israélienne se refusent toutes deux à l'escalade et aucun des affrontements ne dégénère.

Parallèlement à ces attaques sporadiques et circonscrites, la RIL organise deux enlèvements de militaires israéliens dans le courant du mois d'octobre 2000 : le 7, un groupe de combattants tend une embuscade à une patrouille israélienne dans le secteur des fermes de Chebaa et trois soldats sont enlevés³ ; moins de dix jours plus tard, Hassan Nasrallah annonce que le service de sécurité du parti vient d'appréhender un colonel de réserve des services de renseignement israéliens du nom d'Elhanan Tannenbaum. Des contacts sont établis entre les autorités israéliennes et la direction du Hezbollah par médiation allemande interposée et une série d'échanges de prisonniers et de dépouilles est organisée ; le plus important a lieu à la fin du mois de janvier 2004 : Tannenbaum est libéré et les dépouilles des trois soldats restituées par le Hezbollah, 450 prisonniers arabes sont relâchés par Israël.

La guerre de 2006 et ses suites : nouveaux choix stratégiques

Au cours de la cérémonie organisée en l'honneur des anciens prisonniers le jour de leur retour au pays, Hassan Nasrallah s'engage solennellement à faire libérer les derniers Libanais encore détenus en Israël, promettant le recours prochain par la RIL à de nouveaux enlèvements de soldats.

Afin d'honorer cet engagement, la Résistance aurait tenté plus d'une dizaine de fois, entre 2004 et 2006, d'enlever des militaires israéliens en zone frontalière⁴. Le 12 juillet 2006, ses combattants parviennent à leurs fins, lorsqu'à 9h05, heure de Beyrouth, un commando attaque

une patrouille, tue six soldats, en enlève deux autres et perd lui-même un combattant dans son repli⁵. Nasrallah annonce aussitôt le succès de l'opération *al-Waad al-sadiq*, « Promesse tenue », et précise que son organisation ne souhaite pas l'escalade et entend engager des négociations indirectes avec l'Etat d'Israël pour un échange de prisonniers.

Le gouvernement israélien ne l'entend pas de cette oreille. Avec pour objectifs annoncés de récupérer ses soldats, de « briser le Hezbollah »⁶ et de forcer le gouvernement libanais à le désarmer⁷, il ordonne une série d'attaques aériennes et terrestres contre le Liban, bientôt connue en Occident sous le nom de « la guerre des 33 jours ». Au cours de cet affrontement de plus d'un mois, l'armée israélienne procède à des bombardements aériens continus, concentrés sur les zones chiïtes, et à plusieurs incursions terrestres, appuyées dans les derniers jours par une invasion de grande envergure. La RIL, limitée pour sa part à une action depuis le sol, tire des roquettes en direction du nord d'Israël, sur une zone d'une profondeur inférieure à 100 kms. Les premiers bilans feront état de 119 soldats et une quarantaine de civils israéliens tués⁸, et 300 000 à 500 000 déplacés⁹. Du côté libanais, les pertes seront estimées à 1 191 civils tués et 4 054 blessés¹⁰ et plus de 900 000 personnes déplacées¹¹. L'étendue des dégâts matériels sera de 5,7 milliards de dollars pour Israël¹², et d'un montant situé entre 6¹³ et 12 milliards¹⁴ de dollars pour le Liban.

En termes stratégiques, la guerre de l'été 2006 introduit pour la RIL une rupture, modifiant les pratiques qui étaient les siennes depuis la Libération. L'étendue des dégâts matériels et humains semble avoir amené sa direction à abandonner ses initiatives au Liban-Sud : Hassan Nasrallah avait déjà signalé au cours d'une de ses interventions : « Nous n'aurions absolument pas mené cette opération si nous avions su qu'elle allait mener à une guerre d'une telle ampleur »¹⁵ ; or, entre la fin de la guerre et l'hiver 2010, la RIL ne mène aucune action au Sud et se retient de réagir aux violations israéliennes (survol du Liban ; raids fictifs ; incursions en territoire libanais et dans les eaux territoriales libanaises ; enlèvements de civils dans des régions frontalières). En juin 2007, puis en janvier et septembre 2009, des tirs de roquettes depuis le Liban-Sud en direction du nord d'Israël font craindre un retour à l'affrontement, mais le Hezbollah s'empresse de nier sa responsabilité dans chacun des incidents¹⁶. En août 2010, la RIL ne réagit même pas face à une incursion israélienne et à l'accrochage qui s'ensuit entre armées libanaise et israélienne, au terme duquel deux soldats et un journaliste libanais sont tués, ainsi qu'un officier israélien¹⁷.

Toutefois, cette position de retrait de la RIL n'est que relative. Celle-ci n'a en rien renoncé à sa fonction combative. En novembre 2009, la direction du Hezbollah produisait son « deuxième document politique »¹⁸, où le « rôle et la fonction » de la RIL sont définies comme « une nécessité nationale qui perdurera tant que la menace israélienne demeurera, tant que les ambitions de l'ennemi sur notre terre et notre eau dureront, et tant qu'un Etat fort et capable restera absent (...). Les succès de la Résistance à faire face à l'ennemi, l'échec de tous les projets et de toutes les guerres visant à l'anéantir, limiter son ampleur ou la désarmer, ainsi que la persistance du danger israélien contre le Liban (...), imposent à la Résistance de travailler à se donner les moyens de rester forte, de renforcer ses capacités – à travers tout ce qui peut l'aider à remplir son devoir et assumer ses responsabilités nationales. Le but étant d'achever la mission que représentent la libération de ce qui reste de notre terre sous occupation, des fermes de Chebaa, des hauteurs de Kfarchouba et du village libanais de Ghajar, la libération des détenus, la récupération des disparus et des corps des martyrs, et la participation à la défense et la protection de la terre et du peuple. »¹⁹

Le fait est que depuis la fin de la guerre de l'été 2006, la RIL n'a cessé de reconstituer et d'améliorer son armement : les rapports réguliers de l'ONU l'attestent et la direction du parti ne s'en cache pas. Cette dernière multiplie par ailleurs les déclarations faisant état de la disposition de la Résistance à mener à nouveau combat si l'armée israélienne se lançait dans une nouvelle guerre contre le Liban : si elle refuse selon toute vraisemblance de mettre à nouveau le pays en péril sur le prétexte d'un simple accrochage localisé, elle n'en a pas renoncé pour autant à une fonction défensive à un niveau élargi. En d'autres termes, le rôle que se donne la RIL pour les années à venir est similaire à celui de l'armée nationale – la dimension offensive en moins et uniquement en cas d'attaque à grande échelle.

Stratégies internes : les rapports du Hezbollah et de la RIL avec l'Etat et les autres groupes politiques libanais

Les années 1980 : maintenir l'Etat à distance

Tant que durent la guerre civile et avec elle la suspension du renouvellement des institutions politiques et l'absence de nombreuses instances étatiques des régions chiïtes, le Hezbollah et l'Etat libanais ont peu d'occasions de se retrouver face à face : non seulement les territoires où évolue le parti sont quasi-désétatisés, mais l'Etat, dépassé et dépecé par les milices qui s'entredéchirent sur la capitale, n'a pas les moyens de faire respecter ses prérogatives. Des accrochages, très rares, ont lieu avec l'armée, notamment en 1982, 1983 et 1984, lorsque celle-ci entend s'introduire dans des zones où la RIL ou les Pasdaran ont établi des camps d'entraînement militaire.

Dans ses relations avec le régime libanais, le Hezbollah pratique donc l'ignorance et, exceptionnellement, le refoulement.

Les années de tutelle syrienne : le choix de l'accommodement (1990-2005)

En 1990, l'accord de Taëf met fin à la guerre civile, prévoit le désarmement des milices et s'accompagne de l'instauration de la tutelle syrienne sur le Liban. Moyennant l'acceptation par le parti de la nouvelle donne, la RIL est autorisée à garder son arsenal et à reprendre sa lutte contre l'occupant.

Les années de guerre avaient entraîné la suspension des processus électoraux législatifs comme municipaux : en 1992 sont organisées les premières élections parlementaires d'après-guerre et le Hezbollah se retrouve devant la possibilité de siéger dans l'Hémicycle. Sa direction tient réunion et, par dix voix contre deux, décide la participation aux élections dans l'objectif précis de « faire entendre la voix de la Résistance au Parlement »²⁰.

Tout comme durant la période précédente, il s'agit pour le Hezbollah de remplir le rôle pour lequel il a été créé : défendre les intérêts de la RIL. Il ne s'agit plus désormais de maintenir l'Etat à distance mais d'obtenir son soutien à la cause de cette dernière. Au Parlement, le parti sollicite une assistance pour les populations victimes des bombardements israéliens et un système de dédommagement. Il défend les prisonniers détenus en Israël ou à la prison de Khyam²¹,

dont la cause devrait, selon lui, être déclarée « nationale ». Il s'oppose à la politique d'endettement des gouvernements Hariri, jugée excessive et dangereuse car susceptible d'assujettir la politique nationale aux desiderata occidentaux, hostiles à la Résistance. Il réclame une promotion de celle-ci dans les médias, au cours des rassemblements politiques populaires et au cours des rencontres internationales, des sommets et des congrès – ce qu'il fait lui-même à travers ses diverses institutions. Enfin, il attend du gouvernement, à chaque crise militaire avec Israël, qu'il agisse *en complémentarité* avec lui, en soutenant politiquement la cause de la Résistance sur la scène interne et en l'appuyant diplomatiquement face aux pressions extérieures.

Moyennant ce soutien, le Hezbollah respecte son engagement : il ne déstabilise pas le pouvoir. Tant que le régime soutient la RIL, il se plie aux exigences du compromis, jusqu'à se refuser de recourir aux représailles lorsqu'il sera pris à parti dans des accrochages sur le terrain. Ainsi, en septembre 1993, il organise une manifestation pacifique contre le processus de paix régional ; l'armée ouvre le feu sans crier gare, faisant neuf morts parmi les civils et plusieurs dizaines de blessés ; en mai 2004, des manifestants chiites protestent dans la banlieue sud de Beyrouth contre les coupures d'électricité ; les forces de l'ordre tirent, tuent sept personnes et en blessent cinquante. Dans chacun des cas, la direction du Hezbollah appellera au calme et demandera aux manifestants à ne pas engager de représailles.

Le Hezbollah face à la Révolution du Cèdre et la guerre de 2006 : gérer les « menaces » internes

Durant les années de tutelle syrienne, la tâche du Hezbollah reste aisée : le régime libanais aligné sur les options syriennes ne représente une source de menaces ni pour le parti ni pour la RIL. En février 2005, l'ancien Premier ministre Rafic Hariri est assassiné. Un mouvement de protestation populaire et politique, appuyé par la communauté internationale, réclame qu'une fin soit mise à la mainmise syrienne sur la vie politique du pays. Il obtient gain de cause quelques semaines plus tard, avec le retrait des troupes de Damas en avril et la victoire du 14 Mars « anti-syrien » aux élections législatives de l'été.

A partir de la seconde moitié de 2005, le régime est désormais allié à une communauté internationale engagée dans la « guerre contre le terrorisme » et décidée à faire appliquer la résolution 1559 qui, votée par le Conseil de sécurité de l'ONU en septembre 2004, prévoit un désarmement des groupes armés au Liban – dont la RIL. La dimension

politique de la mission du Hezbollah prend alors toute sa signification : durant les quelques mois qui s'écoulent entre le retrait syrien et le début de la guerre de 2006, il tente de négocier des garanties pour la Résistance. Le gouvernement de Fouad Siniora se montre dans un premier temps conciliant, disposé à l'entente : la déclaration ministérielle fait l'impasse sur la résolution 1559 et proclame la résistance « droit national du peuple libanais »²². Les relations entre le parti et le nouveau régime sont néanmoins fragilisées par les pressions de la communauté internationale, qui insiste auprès du gouvernement libanais pour un désarmement de la RIL. Elles le sont aussi par les débuts de la commission d'enquête internationale chargée d'enquêter sur le meurtre de Rafic Hariri : sur la base d'éléments fournis par le Mossad israélien, celle-ci laisse entendre que le Hezbollah pourrait être impliqué dans l'assassinat de l'ancien Premier ministre ; le parti s'oppose alors à la constitution d'un tribunal international qui ne serait, selon lui, qu'un instrument politisé, utilisé contre lui par Israël et la communauté internationale.

A l'été 2006, l'offensive israélienne illustre aux yeux de la direction du Hezbollah toute l'ampleur de la menace que peut représenter le manque de soutien sur la scène interne. Contrairement aux gouvernements libanais qui avaient jusqu'alors toujours soutenu la RIL lors de conflits ouverts avec Israël, le 14 Mars se désolidarise de la Résistance : celle-ci, pour avoir enlevé deux soldats israéliens selon toute probabilité du côté sud de la frontière et enclenché ainsi des représailles à grande échelle, est tenue responsable de la tragédie qui frappe le pays. A la sortie du conflit, on apprendra même que certaines figures de la majorité ont collaboré avec Tel-Aviv durant la crise.

C'est dans ce cadre qu'il convient de comprendre le surinvestissement du champ politique qu'opère le Hezbollah après la guerre. La scène intérieure est désormais une source de menaces qu'il s'agit d'endiguer : Israël n'est plus le seul acteur dont il convient de bloquer la capacité de nuisance ; ce sont aussi les « trahisons » du 14 Mars qu'il faut inhiber. D'où la bataille, à partir de la seconde moitié de 2006, menée à la fois contre le Tribunal pénal international et pour l'obtention d'une minorité de blocage au sein d'un éventuel gouvernement d'union. D'où également le retrait des ministres chiites du gouvernement en novembre 2006, qui, sans démissionner mais en refusant de le réintégrer, entendent frapper d'illégitimité ses décisions jugées inopportunes.

Les événements de mai 2008 n'échappent pas à cette logique. Dans

la nuit du 5 au 6, le gouvernement restreint aux ministres du 14 Mars décide d'envoyer l'armée démanteler, « par la force si nécessaire », une portion du réseau téléphonique de la RIL. Celle-ci, attaquée frontalement, ne dispose plus du levier du Hezbollah puisque les ministres chiites ne sont plus au gouvernement ; le tampon qu'incarne le parti sur la scène politique et qui est chargé de protéger les arrières de la Résistance ne fonctionne plus. Le dos au mur, celle-ci est donc « obligée » de se défendre elle-même : ses combattants, appuyés par ceux d'AMAL et du PSNS, prennent d'assaut les rues de Beyrouth-ouest, et obtiennent, après quelques jours d'affrontement avec des groupes du 14 Mars, le retrait par le gouvernement de sa décision du 6. Nasrallah appellera alors à un retour à une coexistence entre l'État et la Résistance « comme du temps de Rafic Hariri »²³.

L'attachement du Hezbollah à disposer du tiers de blocage au sein du gouvernement avait été interprété, jusqu'en 2009, comme une tentative d'empêcher la création du Tribunal international conformément aux intérêts du régime syrien alors menacé par celui-ci ; l'insistance du parti à conserver ce privilège après l'avènement du Tribunal et après les élections législatives de l'été 2009 correspond désormais à sa hantise de voir le gouvernement prendre à nouveau des décisions telles que celles du 6 mai 2008 - comme toute autre décision contraire aux intérêts de la RIL. Dans le cadre de la publication prochaine du contenu de l'acte d'accusation déposé par le procureur du Tribunal, Daniel Bellemare, en janvier 2011, et des rumeurs qui soutiennent que certains éléments de l'appareil sécuritaire du Hezbollah seraient accusés, le parti vient d'utiliser ce levier pour faire chuter le gouvernement de Saad Hariri. Après avoir appelé ce dernier durant plusieurs semaines à rejeter officiellement les conclusions à venir du Tribunal, sa direction a remédié au refus du 14 Mars en recourant au tiers de blocage pour provoquer un changement de l'équipe ministérielle. Najib Mikati, leader centriste et perçu sur la scène interne comme « modéré » malgré l'amitié personnelle qui le lie au président syrien Bachar al-Assad, est chargé de former le nouveau cabinet. Une chose est certaine : le Hezbollah n'acceptera aucune formule qui ne mette la RIL à l'abri. ■

Notes

1. Le 16 septembre 1982, alors que Beyrouth-ouest est envahie par les chars israéliens, Georges Haoui, secrétaire général du Parti communiste libanais, et Muhsin Ibrahim, secrétaire général de l'Organisation de l'action communiste au

Le Hezbollah libanais et la résistance islamique au Liban

Liban, décident de la mise sur pied d'une structure de défense nationale commune contre les troupes israéliennes et éditent un premier communiqué annonçant la naissance du « Front de la résistance nationale libanaise » (FRNL). Celui-ci sera progressivement éclipsé par la RIL pour être définitivement supplantée par elle à partir de 1984-1985.

2. Amin MUSTAFA. *Al-muqawama fi Lubnan (1948-2000) [La Résistance au Liban (1948-2000)]*. Beyrouth, Dar al-Hadi, 2003, p. 494-496.

3. *L'Orient-Le Jour*, 9 octobre 2000.

4. *L'Orient-Le Jour*, 22 juillet 2006.

5. Les Israéliens affirment que l'enlèvement a eu lieu sur leur territoire et y voient une violation de leur souveraineté. Le parti, durant et après la guerre, soutient qu'il a été mené au Liban et dénonce a contrario une violation de la souveraineté libanaise ; c'est également la version défendue par les forces de l'ordre libanaises.

6. *L'Orient-Le Jour*, 15 juillet 2006.

7. *L'Orient-Le Jour*, 13 juillet 2006.

8. *L'Orient-Le Jour*, 15 août 2006.

9. Soit entre 4 et 6,5 % de la population. *L'Orient-Le Jour*, 15 août 2006.

10. « Report of the Commission of Inquiry on Lebanon pursuant to Human Rights Council resolution S-2/1* », (<http://www.cggl.org/publicdocs/20061205HRC.pdf> - consultation du 15 octobre 2010).

11. Soit plus d'un quart de la population libanaise. *L'Orient-Le Jour*, 15 août 2006.

12. *L'Orient-Le Jour*, 16 août 2006.

13. *L'Orient-Le Jour*, 15 août 2006.

14. Michel GOYA. « Dix millions de dollars le milicien : la crise du modèle occidental de guerre limitée de haute technologie ». *Politique étrangère*, n° 1, printemps 2007, p.192.

15. Interview de Hassan Nasrallah sur la New TV, 27 août 2006.

16. Ces tirs seront revendiqués par des groupes palestiniens et liés à al-Qaïda.

17. *L'Orient-Le Jour*, 4 août 2010.

18. Le premier avait été rendu public en février 1985 sous le nom de « La Lettre aux Opprimés du Liban et de ce monde ».

19. Nous soulignons. Le texte intégral du document est disponible sur le site du Hezbollah : www.moqawama.org (consultation du 1er décembre 2009).

20. Pour reprendre la formule d'un député du parti au cours d'un entretien mené en mars 2007 à Beyrouth.

21. Prison tenue par « l'Armée du Liban-Sud », une milice formée de Libanais payés et armés par Tel-Aviv, et où étaient incarcérées les personnes soupçonnées d'activisme contre l'occupation israélienne.

22. *L'Orient-Le Jour*, 26 juillet 2005.

23. *L'Orient-Le Jour*, 27 mai 2008.